

Mercredi 19 janvier 2000

“La compétitivité est la clé de tout”

Propos recueillis par
Ghislaine OTTENHEIMER
et **Eric LEWIN**

France Soir : La France a une croissance supérieure à celle de ses partenaires européens. Cela va-t-il durer ?

Jean-Claude Trichet .- Nous avons effectivement une bonne situation économique. C'est en partie dû à des facteurs internationaux. En fait, l'ensemble de l'économie européenne est en situation d'accélération de sa propre croissance. C'est aussi dû à notre compétitivité. La France a une croissance supérieure aux autres grands pays européens sur une durée relativement longue – c'est le cas sur la période 1997-2000. Elle le doit à la réussite de sa stratégie « multipartisane » de désinflation et de compétitivité. Non seulement nous avons une croissance supérieure à nos grands voisins, mais nous avons également le deuxième excédent extérieur mondial. Ceci doit durer pour autant que nous préservions notre compétitivité qui est la clé de tout. L'euro a-t-il favorisé cette croissance ?

JC. T.- Cette stratégie a démarré avant l'arrivée de l'euro. On peut dater ce consensus des années 1985-88, c'est-à-dire avant la négociation du traité de Maastricht. L'euro a coïncidé avec cette stratégie, mais elle n'en est pas à la source. Et bien entendu l'euro nous aide aujourd'hui.

Si l'euro est passé devant le dollar en 1999 au niveau des émissions, il n'a guère brillé sur le marché des changes face au dollar. Est-ce justifié ?

JC. T.- Nous poursuivons en Europe, au sein de la BCE, une stratégie visant à une monnaie stable, solide et inspirant confiance. Notre monnaie, l'euro, a un réel potentiel d'appréciation.

La progression actuelle des taux longs à 10 ans en Europe ne constitue-t-elle pas un danger pour la croissance ?

JC. T.- Les taux longs sont des taux de marché qui sont issus de la confrontation de l'offre et de la de-

mande des capitaux dans notre économie. Ils ont donc une tendance compréhensible à augmenter lorsque la demande de capitaux à long terme croît, en particulier parce que l'économie est en expansion. Mais, par ailleurs, et ceci est très important, les taux longs sont maintenus à un bas niveau si les épargnants et les investisseurs ont une pleine confiance dans la capacité de la monnaie de conserver sa valeur sur le long terme, donc une pleine confiance dans la vigilance de la Banque centrale.

C'est pour préserver de bas taux de marché à long terme et donc pour faciliter la croissance que nous poursuivons une vigilante politique de stabilité.

Vous parliez de nécessité de rester compétitifs, sur ce plan, quels sont les points négatifs de notre économie ?

JC. T.- Au cours de ces six dernières années, le Conseil de la politique monétaire a toujours insisté sur quelques orientations qu'il croit essentielles pour contribuer à consolider une croissance non inflationniste, donc durable et créatrice d'emplois durables : réduction de la dépense publique, réduction des déficits publics, réformes de structure permettant de mieux faire fonctionner l'éducation formation et le marché du travail en particulier. Nous avons aujourd'hui dans notre pays une bonne situation qu'il faut préserver.

« La révolution technologique a un énorme impact (...) comme la machine à vapeur en son temps »

Votre sentiment sur les 35 heures ?

JC. T.- La Banque de France ne veut se substituer ni au Parlement, ni au gouvernement, ni aux partenaires sociaux. Nous avons insisté à la Banque de France sur la nécessité de préserver les coûts unitaires de production – quelles que soient les réformes –, de pratiquer l'annualisation et d'avoir la plus grande souplesse possible dans le décompte du temps passé et dans la gestion des heures supplémentaires, de préserver les cadres dont la motivation et l'activité sont essentielles pour la vie des entreprises. La Banque de France a, en outre, observé tout récemment que pour qu'il y ait le plus de croissance possible, il fallait éviter les goulots

d'étranglement soit du côté du facteur capital, soit du côté du facteur travail.

Les décisions importantes sont maintenant prises à Francfort par la Banque centrale européenne. Le Conseil de politique monétaire a-t-il encore une utilité ?

JC. T.- Lors de la dernière enquête d'opinion, juste avant l'euro, 4 Français sur 5 faisaient confiance à la Banque de France pour assurer la stabilité des prix du franc. La Banque, ses agents, son Conseil de la politique monétaire ont une bonne image dans l'opinion.

Nos tâches monétaires se sont renouvelées avec l'euro. Elles sont toujours aussi importantes pour les agents de la Banque tant en ce qui concerne la préparation des décisions que l'application des décisions prises au niveau des conseils des gouverneurs de la Banque centrale européenne. L'équipe monétaire de l'Europe est comme une équipe sportive : les 11 banques centrales sont les 11

Mercredi 19 janvier 2000

joueurs sur le terrain et la Banque centrale européenne est le coach ! Et nous avons, heureusement, un formidable esprit d'équipe. Prenons le Conseil de la politique monétaire qui vient d'être renouvelé. Ses membres indépendants sont indispensables pour ancrer l'indépendance et la sagesse de la Banque de France. Ce collège de 9 membres est le lieu unique où peut se forger l'indispensable synthèse sur la France. Et les membres du Conseil doivent expliquer chacun à 8 ou 9 millions de Français la politique monétaire unique de l'Europe, ce qui est un nouveau défi de pédagogie.

Quel est votre sentiment concernant la « nouvelle économie » ?

JC. T.- La révolution technologique a un impact énorme sur l'économie mondiale comme l'ont eu, en leur temps, la machine à vapeur ou l'électricité. C'est une chance considérable pour la croissance, pour la création d'emplois, pour la lutte contre le chômage. Il faut la saisir en sachant que pour en tirer le meilleur parti, il faut être souple et s'adapter en permanence. Mais il ne faut pas non plus être naïf et croire que l'on a fait disparaître les risques et les cycles économiques.

Pensez-vous qu'il y a un risque que la bulle financière que l'on observe sur les marchés, actions aux Etats-Unis notamment, se dégonfle brutalement ?

JC. T.- Les banques centrales sont responsables de la stabilité des prix à la consommation. Les évolutions des prix des actifs les concernent dans la mesure où elles peuvent avoir des incidences sur l'évolution générale de l'économie, donc sur l'inflation. En outre, les banques centrales ont une responsabilité particulière en matière de stabilité financière. Cela fait beaucoup de raisons pour que nous soyons toujours vigilants. ■